

Israël, l'impunité jusqu'à quand ?

Après la guerre contre Gaza de 2008/2009 (1'400 morts) et celle contre Liban en 2006 (1'200 morts), sans compter toutes les autres agressions, c'est maintenant, l'agression du 31 mai contre la « flottille de la liberté ». Tout cela signifie-t-il que le monde ne va plus tolérer qu'Israël fasse la loi ? Ne nous emballons pas. Il suffit de lire la molle réaction officielle de la Maison-Blanche — qui a annoncé que le gouvernement Obama s'efforçait de « comprendre les circonstances qui entourent la tragédie ». Pas un mot de condamnation. Et c'est tout.

Depuis des années, les Nations unies ont adopté des centaines de résolutions, l'Union européenne a voté d'innombrables textes qui demandent à Israël de se conformer au droit international, ou tout simplement au droit humanitaire, en levant, par exemple, le blocus de Gaza. Ainsi, sa résolution 1860, adoptée le 8 janvier 2009, appelait « au libre approvisionnement et à la libre distribution à travers Gaza de l'aide humanitaire, y compris de la nourriture, du carburant et des médicaments ». Depuis, le blocus illégal de Gaza s'est poursuivi sans qu'aucune grande puissance ne songe à sanctionner Israël. Au contraire, l'Union européenne et les Etats-Unis récompensent Israël.

C'est ce qu'a prouvé l'admission d'Israël dans l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (OCDE). Le fait qu'Israël se permette quelques jours plus tard d'attaquer la «flottille de la liberté» confirme que cet Etat voit dans ces soutiens un feu vert pour toutes ses actions.

Cela avait déjà été le cas en décembre 2008. C'était alors l'Union Européenne qui avait décidé le «rehaussement» des relations bilatérales avec Israël, donnant à cet Etat des privilèges dont ne disposaient jusque-là que quelques grandes puissances. Les chars israéliens pouvaient quelques jours plus tard partir à l'assaut de la bande de Gaza et commettre, en toute impunité, des « crimes de guerre », voire des « crimes contre l'humanité ».



Ces textes n'ont débouché sur aucune sanction contre le gouvernement israélien. L'impunité durera-t-elle ou certains gouvernements oseront-ils prendre des mesures concrètes pour sanctionner Israël, pour faire comprendre à son gouvernement (et aussi à son peuple) que cette politique a un prix, que la répression a un prix, que l'occupation a un prix ?

Une série de sanctions pourraient être prise rapidement par l'Europe. Voici trois propositions que la Suisse pourrait appliquer sans attendre et qui serait un signal clair qu'elle n'accepte plus l'impunité dont bénéficie actuellement Israël :

- **la Suisse doit convoquer sans tarder une conférence aux Etats partis aux conventions de Genève comme demandé par le rapport Goldstone et par la résolution 64/10 de l'assemblée générale de l'ONU.**
- **La Suisse doit cesser immédiatement toute collaboration militaire avec l'état d'Israël, et pour commencer annuler le voyage prévu cet automne en Israël du Conseiller fédéral Ueli Maurer à la rencontre de son homologue israélien, le ministre de la défense Ehud Barak.**
- **Les autorités fédérales, cantonales et communales devraient édicter des règles pour que les contrats publics ne soient plus accordés à des entreprises qui participent par leurs travaux à la colonisation des territoires palestiniens occupés.**

Quand les agresseurs deviennent les agressés !

L'assaut donné le 31 mai à l'aube par l'armée israélienne contre la flottille de bateaux transportant une aide humanitaire à Gaza a fait plusieurs morts et de nombreux blessés. Cette attaque menée par une troupe d'élite de l'armée israélienne s'est déroulée dans les eaux internationales, ce qui en droit international équivaut à une déclaration de guerre contre le pays dont le bateau battait pavillon. Ces morts et ces blessés étaient des civils, des militants pacifistes qui venaient de divers régions dont de plusieurs pays européens. Ils voulaient aller à Gaza pour briser le blocus illégal imposé depuis plus de trois ans par les forces d'occupation israélienne contre la population gazaouite. Ils voulaient apporter un peu d'aide à ce peuple appauvri, assiégé et sinistré.

Face à cet acte barbare de la marine israélienne - selon les premières constatations du légiste turc certaines victimes étaient criblées de balles tirées à bout portant - la société civile a immédiatement manifesté son indignation, et les gouvernements européens ont condamné avec plus ou moins de vigueur cet acte illégitime et ont demandé une Nème enquête indépendante.



D'autre part, on met en exergue la composition musulmane de ces bateaux. On oublie sciemment qu'il y avait également des personnes provenant de pays occidentaux, et notamment des députés européens, des artistes, un prix Nobel de la paix, et même une rescapée des camps d'extermination. Cette manière de présenter les activistes permet de décrédibiliser leurs actions humanitaires. En effet, le thème récurrent depuis un certain G.W. Bush, que les musulmans sont forcément des terroristes, continue à polluer le discours public et à servir d'argument pour justifier les pires crimes.

Nous devons toujours avoir en mémoire, que d'un côté, il y a un Etat suréquipé militairement, qui depuis 62 ans occupe, annexe un territoire et terrorise avec constance sa population au mépris du droit international et des conventions de Genève, et de l'autre côté un peuple assiégé, sinistré qui tente de survivre tant bien que mal à cette occupation. Face à cette situation, quel que soit la couleur de la peau et la provenance ethnique et sociologique de cette population, le choix est simple : soit vous êtes du côté des criminels, et il faudra bien qu'un jour ces derniers répondent de leur crimes, soit vous êtes du côté de la justice et du droit international et vous ne pouvez qu'être révolté par tant d'inhumanité. Pour nous le choix est fait, nous serons toujours du côté des victimes.



Et, une fois de plus, les porte-paroles du cabinet de communication israélien conforte leur image de victimes en faisant passer l'agresseur pour l'agressé. Comment peut-on, sans un souci minimum de vérité, relayer sans autre une invraisemblance pareille. Qu'une troupe d'élite d'une des armée la mieux équipée du monde qui attaque à 4h. du matin, dans les eaux internationales, des bateaux composés uniquement de civils puisse nous faire croire qu'ils sont les agressés, c'est hallucinant. Que quelques passagers aient tenté de résister en se protégeant avec des couteaux de poche et autres objets trouvés sur le bateau, c'est vrai, c'est même compréhensible vu la brutalité de l'intervention. Mais ça n'en fait pas pour autant les terroristes qu'on veut nous dépeindre, et il n'en reste pas moins que se sont eux les agressés !

La campagne internationale de solidarité avec les Palestiniens consiste à veiller à ce que l'histoire ne s'arrête pas à des rassemblements de colère et à des lettres de condamnation. Ce ne sont pas les gouvernements qui prendront les devants pour mettre fin au siège de Gaza. Le siège ne prendra fin que par notre organisation et notre lutte à toutes tous, dans tous les espaces possibles. « La Flottille de la Liberté » pour Gaza à fragiliser encore plus la politique d'occupation israélienne et ses relations avec ses alliés. Nous devons continuer à mener cette lutte et pour cela nous avons besoin de toutes les forces disponibles. Venez nous rejoindre.

« Le blocus d'Israël sape la crédibilité de l'ONU »

Sébastien Trives, directeur adjoint des opérations dans la bande de Gaza de l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens

Quelle est la situation humanitaire dans la bande de Gaza ?

Sébastien Trives : Il faut dire que le problème dépasse de loin l'aspect humanitaire. Gaza affronte une crise multiforme, qui découle directement de notre échec politique collectif. La bande de territoire est aujourd'hui exsangue. L'économie a été laminée. Il ne reste que le secteur public et, à côté, l'aide, dont dépend la majorité de la population. Le taux de chômage est de 40% (c'est l'un des plus élevés au monde), il est de plus de 60% pour les jeunes. Sur 1,5million d'habitants, 1million doivent venir chaque trimestre dans les centres de distribution de l'ONU pour se nourrir. Malgré cette aide, le nombre de réfugiés vivant dans la grande pauvreté a explosé. Selon l'UNRWA, il a été multiplié par trois, de 100 000 en 2007 à 300 000 aujourd'hui. Il s'agit de familles tellement pauvres qu'elles ne peuvent manger à leur faim malgré l'aide.

Un an et demi après la guerre, qu'avez-vous réussi à faire ?

Sébastien Trives : Malheureusement peu de choses, à part soutenir à bout de bras une population de plus en plus nécessiteuse. On a pu continuer à donner une aide humanitaire et soutenir les milliers de familles dont les maisons ont été détruites, mais on n'a quasi rien pu faire pour la reconstruction des habitations et des infrastructures. Plus de 40 000 nouvelles maisons sont nécessaires et il y a tout une économie à

refaire partir, mais le blocus israélien nous empêche de faire rentrer du matériel de construction en quantité suffisante. En tant qu'ONU, nous n'utilisons pas les marchandises de « contrebande »

venant des tunnels. Le blocus a ainsi créé une situation extrêmement paradoxale : il commence à affecter l'ONU plus que toutes les autres parties qui essaient de reconstruire Gaza ! Pendant que d'autres reconstruisent déjà des maisons en ciment par centaines, l'ONU en est réduite à construire des abris temporaires en terre ! Cela montre bien que les fondements du blocus ne sont pas valides : il ne fait qu'appauvrir la population et saper la crédibilité des Nations unies.

Quelle est la part des besoins qui est couverte par ce qui entre sur le territoire ?

Sébastien Trives : Il entre 25% du volume de marchandises qui entraient avant le blocus, mais le nombre de produits qui composent ce flux est très limité. S'agissant des matériaux de construction, on a eu la permission récemment de faire entrer 400 camions pour finir un projet gelé depuis la mi-2007. C'est un signe positif et encourageant, mais comparé aux besoins, c'est infime. Ces 400 camions représentent moins de 0,05% de la quantité de ciment nécessaire pour réhabiliter l'habitat à Gaza. Et plus d'un an et demi de négociation a été nécessaire pour obtenir leur entrée...



Quelles sont les conséquences du blocus sur la population ?

Sébastien Trives : L'isolement, le sentiment d'injustice, combinés au manque de travail et à la pauvreté, font que de plus en plus de gens, surtout parmi les jeunes, sont influencés par les extrémistes. C'est une politique qui renforce les extrémistes. Si nous voulons que la prochaine génération de Gazaouis ait la même approche du monde que leurs parents, à savoir d'ouverture et de tolérance, il faut changer de politique. Il faut impérativement lever ce blocus, à la fois immoral et contre-productif, qui est une punition collective.

Entretien réalisé par Charlotte Bozonnet pour l'Humanité

SITES INTERNETS :

www.france-palestine.org Le site de l'association France Palestine Solidarité, offre l'une des meilleures documentations disponibles en français sur le conflit ainsi que plusieurs traductions quotidiennes d'articles et essais.

www.info-palestine.net Ce site a pour objectif de rendre accessible un ensemble d'informations et d'analyses sur la situation en Palestine occupée. Il est animé par une équipe assurant traductions et publications à partir de sources essentiellement proche-orientales, dans le but de diffuser un point de vue proche des réalités du terrain sur le conflit israélo-palestinien et israélo-arabe en général.

www.alternativenews.org Le site de l'Alternative Information Centre de Jérusalem, l'organisation co-fondée par Michel Warschawski offre un mélange de documentation et analyses.

www.btselem.org B'tselem est l'organisation israélienne qui surveille et dénonce avec le plus de professionnalisme les crimes et violations des droits humains des forces israéliennes dans les territoires occupés.

www.pchrgaza.org Le Palestinian Centre for Human Rights basé à Gaza documente minutieusement les violations quotidiennes des droits humains de la population palestinienne.

www.generation-palestine.org/blog/ Génération Palestine rassemble des jeunes de plusieurs pays européens, notamment la France, la Suisse et la Belgique, l'Espagne et l'Italie.

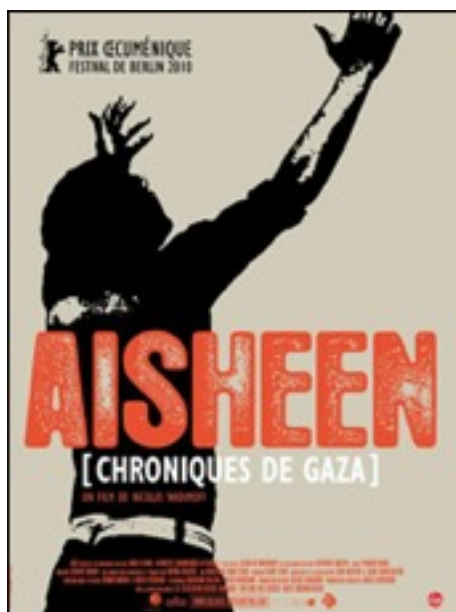
Bibliographie :

ETRE JUIF APRES GAZA de Esther Benbassa, CNRS Editions : « Comment être juif après l'offensive israélienne contre Gaza ? Mais peut-on cesser d'être juif ? Juif, en tout état de cause, probablement le reste-t-on, si du moins être juif relève d'abord d'une posture fondatrice, celle du regard constant porté sur soi et sur autrui pour établir invariablement la balance entre soi et le monde. À ce Juif-là, Gaza, de toute évidence, lance plus d'un défi. »

LA REACTION PHILOSEMITE - la trahison des clercs de Ivan Segré, Editions Lignes : Sans aucun doute, le premier livre à s'attaquer avec exactitude et justesse à la violente campagne pseudo-« philosémite », dans laquelle Yvan Segré lit les traits d'une trahison politique (qu'il qualifie ici de « réactionnaire ») et non ceux d'une fidélité à l'universalisme juif. La Réaction philosémite, ou La trahison des clercs est l'ouvrage d'un logicien hors pair, que double, de bout en bout, un ironiste rare. Ivan Segré vit en Israël

Les Arabes et la Shoah - Gilbert Achcar, Actes Sud : Ce livre constitue une ardente plaidoirie pour une reconnaissance pleine et mutuelle de la Shoah et de la Nakba, condition indispensable, selon l'auteur, pour que s'établisse un dialogue sincère entre Arabes et Israéliens – en prélude à une paix véritable, plus urgente que jamais.

Dictionnaire amoureux de la Palestine - Elias Sanbar, Plon : Comment traiter d'un pays qui n'aurait jamais existé ou d'un État qui n'existe pas encore ? Telle pourrait être l'équation en apparence impossible posée par ce Dictionnaire amoureux de la Palestine. En apparence seulement. Ce pays existe mais « comme en négatif », comme le territoire d'un problème insoluble, le détenteur depuis des décennies des titres peu enviables de « nœud de la crise du Proche-Orient » et de « cœur du conflit israélo-palestinien ».



Actuellement sur les écrans

*Conséquences du Mur et des colonies
sur les conditions de travail des palestiniens*

**Témoignages et film avec les participants
à la récente mission civile en Cisjordanie**

mardi 15 juin 2010 - 20h00 Salle Gandhi
Maison des associations - 15, rue des Savoises - Genève

*Le Mur est omniprésent pour les Palestiniens.
Par son tracé, il vole 55'000 hectares de terres palestiniennes, ainsi
que les ressources en eau palestiniennes. Il nuit quasiment à tous les
aspects de la vie des palestiniens.*

Organisation : **Collectif Urgence Palestine - Genève**

**Prochain stand du CUP Genève : samedi 25 septembre de 11h. à 15h.
au marché aux puces, Plaine de Plainpalais**

COLLECTIF URGENCE PALESTINE - GENÈVE ● RUE DES SAVOISES 15 ● 1205 GENÈVE

Email : info@urgencepalestine.ch ● Site : www.urgencepalestine.ch ● CCP 17-766771-3